



Direction de la Maîtrise d'ouvrage  
et des Politiques patrimoniales

## **Note :**

**Date :** 09 septembre 2016

**Réf. :** Consultation CRE 2016-09-09 tarification prestations annexes GRD

**Émetteur :** Christophe Boucaux, directeur de la Maîtrise d'ouvrage et des Politiques patrimoniales,  
Farid Abachi, responsable du département Energie & Environnement

**A l'attention de :** Commission de régulation de l'énergie

**Copie à :**

**Objet :** Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 21 juillet 2016 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel

## **5. PRESTATION DE TRANSMISSION DES DONNEES DE COMPTAGE AUX PROPRIETAIRES OU GESTIONNAIRES D'IMMEUBLE**

**Q10 : Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « Transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?**

L'Union sociale pour l'habitat émet un avis favorable pour que la prestation « « Transmission de données à la maille d'un immeuble » soit accessible sans frais, pour les raisons exposées ci-après.

Lors de l'examen du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, l'Union sociale pour l'habitat a soutenu les dispositions relatives à la mise à disposition au propriétaire ou au gestionnaire de l'immeuble, dès lors qu'il en fait la demande et justifie d'actions engagées ou à engager d'économie d'énergie, des données de comptage de consommations sous forme anonymisée et agrégée à l'échelle de l'unité résidentielle visée. De telles dispositions étaient prévues par la directive européenne 2012/27/EU.

L'objectif de cette mesure est de permettre une évaluation la plus précise possible de la performance réelle d'un bâtiment ou d'un ensemble immobilier disposant d'installations individuelles de chauffage et de production d'eau chaude, dans l'objectif d'identifier les actions et interventions pertinentes générant des économies d'énergie.

Force est de constater que, pour les bâtiments collectifs, la connaissance du niveau de consommation énergétique des installations par le propriétaire ou le gestionnaire du bien immeuble à grandement permis d'améliorer la définition et les préconisations de travaux en matière de rénovation énergétique, en vue d'une amélioration de la performance des bâtiments collectifs et la conduite d'action de maîtrise de la demande en énergie.



Pour les installations dites individuelles, celles où le montant énergétique est facturé par le fournisseur d'énergie directement à l'abonné, le gestionnaire ou les copropriétaires n'avaient à ce jour aucune connaissance précise du niveau de performance énergétique et du montant moyen facturé aux résidents, car les factures énergétiques sont adressées directement à l'abonné final, sans synthèse globale.

Afin que les modalités d'agir sur le parc individuel soient comparables à celles applicables sur le parc collectif, il est nécessaire de simplifier la mise à disposition de ces données agrégées de consommations, à destination des propriétaires, des copropriétaires, de leurs représentants ou de leur mandants.

De ce fait, il apparaît nécessaire de lever tous les freins potentiels à la communication de ces informations relatives aux données de consommations agrégées.

L'un de ces freins est le coût que pourrait représenter cette demande, notamment auprès des propriétaires et copropriétaires en situation financières fragiles.

Or le travail d'identification du point de livraison et son rattachement à l'ensemble immobilier est déjà en grande partie effectué par les gestionnaires de réseaux électrique ou gaz. Cette identification sera par ailleurs totale à l'issue du déploiement des compteurs communicants et de la mise à jour de la base de données PDL induite par ce déploiement.

Ensuite, cette demande de données de consommations agrégées est similaire à celles que pourront effectuer les collectivités locales, en application de l'article 179 de la Loi TECV, « dès lors que ces données sont utiles à l'accomplissement des compétences exercées par ces personnes publiques » (établissement des PCET...). La vocation de cette demande est aussi de permettre aux Collectivités locales d'engager les actions de maîtrise de la demande en énergie pertinentes sur les territoires et à destination des personnes en situation de vulnérabilité économique ou énergétique.

Enfin, cette prestation d'identification des points de livraison relatifs au bien immeuble considéré relève principalement d'une requête informatique, et d'un traitement informatisé de la demande et de l'envoi de la réponse. Elle ne comporte aucune plus-value intellectuelle ou de traitement qu'il conviendrait de rémunérer à part entière.